



COMMUNE DE MONTIGNY MONTFORT

Rue de la Mairie 21500 MONTIGNY MONTFORT

Convention d'assistance technique à la
production et à la distribution d'eau potable

Affaire suivie par Jean François CHOUARD : 06 18 39 71 25

Veolia Eau – Centre Bourgogne
Champagne Ardenne
Direction du Développement
7 Bis Faubourg Saint Jean
21200 BEAUNE



Juin 2016

Convention d'assistance technique à la production et à la distribution d'eau potable

Entre :

LA COMMUNE DE MONTIGNY MONTFORT, représentée par son Maire, **Monsieur Claude JACQUES**, agissant au nom et pour le compte de la Commune, dûment autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du, et désigné ci-après par l'abréviation :
"La Collectivité",

D'une part,

et :

VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par actions au capital de 2 207 287 340 Euros, dont le siège social est à Nanterre, 163-169 Avenue Georges Clemenceau, immatriculée sous le numéro B 572 025 526 au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, représentée par **Monsieur Christian LEFAIX**, Directeur du Centre Bourgogne Champagne Ardenne, agissant au nom et pour le compte de cette Société, et désignée dans ce qui suit par l'abréviation
"Le Prestataire",

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

COMMUNE DE MONTIGNY MONTFORT

Convention d'assistance technique à la production et à la distribution d'eau potable

Juin 2016

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONVENTION	4
2. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	4
2.1 – Visites techniques semestrielles sur les différents sites	4
2.2 – Visites techniques semestrielles sur la station de pompage de Montigny et sur la reprise de Montfort	4
2.3 – Visites techniques semestrielles sur le réservoir de Montigny et le réservoir de Montfort	5
2.4 – Visites techniques semestrielles sur le réservoir de Villière	5
2.5 – Prise en charge des abonnements de télégestion	6
2.6 – Visites techniques semestrielles du poste de relèvement de Villière	6
2.7 – Remise d'un rapport annuel	7
3. REMUNERATION DU PRESTATAIRE	7
3.1 – Rémunération forfaitaire	7
3.2 – Rémunération complémentaire	7
4. FORMULE DE REVISION DES PRIX	7
5. MODALITES DE FACTURATION	8
6. RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE	8
7. DUREE ET DATE D'EFFET	9
8. ELECTION DE DOMICILE	9
9. CONTESTATIONS	9

1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour but de définir les conditions dans lesquelles seront exécutées les différentes prestations relatives à la production et à la distribution d'eau potable sur le territoire de la Collectivité.

2. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le Prestataire sera tenu d'exécuter les prestations suivantes :

2.1 – Visites techniques semestrielles sur les différents sites

Les sites concernés par ces visites semestrielles (mars et septembre) sont les suivants :

- La station de pompage de Montigny,
- Le réservoir de Montigny,
- La reprise de Montfort,
- Le réservoir de Montfort,
- Le réservoir de Villière.

Le Prestataire réalise une visite semestrielle comprenant :

- Le contrôle du résiduel de chlore et des équipements de javellisation,
- Le contrôle de la turbidité,
- Le contrôle du turbidimètre du réservoir de Villière,
- Le remplissage du bac à javel.

2.2 – Visites techniques semestrielles sur la station de pompage de Montigny et sur la reprise de Montfort

Les sites concernés par ces visites semestrielles (juin et décembre) sont les suivants :

- La station de pompage de Montigny,
- La reprise de Montfort.

Le Prestataire réalise une visite semestrielle comprenant :

- La vérification du bon fonctionnement général des équipements notamment des automatismes et de l'ensemble des équipements électromécaniques, électriques et hydrauliques,
- La vérification du fonctionnement et le remplacement éventuel de fusibles ou de lampes témoins défectueux,
- La vérification du fonctionnement et le gonflage si nécessaire de l'anti-bélier,
- Le remplissage des bacs à javel.

COMMUNE DE MONTIGNY MONTFORT

Convention d'assistance technique à la production et à la distribution d'eau potable

Juin 2016

- Le remplacement du kit de maintenance du système de javellisation (membrane, clapet et canne d'injection),
- Le contrôle du système de télétransmission (automatisme, intrusion, mise à jour des index, etc.),
- Le contrôle de la turbidité de l'eau,
- La tenue à jour d'un cahier de visites sur lesquels seront notées les interventions effectuées à l'occasion de chaque passage du technicien du Prestataire.

Toute anomalie de fonctionnement ou toute insuffisance sera signalée par écrit à la Collectivité.

Au cas où des réparations autres que l'entretien courant, tel que le renouvellement partiel ou complet des équipements seraient nécessaires, le Prestataire en informera la Collectivité et fournira une estimation des dépenses à engager.

2.3 – Visites techniques semestrielles sur le réservoir de Montigny et le réservoir de Montfort

Les sites concernés par ces visites semestrielles (juin et décembre) sont les suivants :

- Le réservoir de Montigny.
- Le réservoir de Montfort.

Le Prestataire réalise une visite semestrielle comprenant :

- La vérification du bon fonctionnement des poires et de la sonde,
- Le contrôle du système de télétransmission (intrusion, automatisme, etc.),
- Le contrôle de la turbidité et du résiduel de chlore.

Toute anomalie de fonctionnement ou toute insuffisance sera signalée par écrit à la Collectivité.

Au cas où des réparations autres que l'entretien courant, tel que le renouvellement partiel ou complet des équipements seraient nécessaires, le Prestataire en informera la Collectivité et fournira une estimation des dépenses à engager.

2.4 – Visites techniques semestrielles sur le réservoir de Villière

Les sites concernés par ces visites semestrielles (juin et décembre) sont les suivants :

- Le réservoir de Villière.

Le Prestataire réalise une visite semestrielle comprenant :

- La vérification du bon fonctionnement général des équipements notamment des automatismes et de l'ensemble des équipements électromécaniques, électriques et hydrauliques.
- La vérification du fonctionnement et le remplacement éventuel de fusibles ou de lampes témoins défectueux.
- Le contrôle du système de filtration.
- Le contrôle du turbidimètre.
- Le remplacement du kit de maintenance du système de javellisation (membrane, clapet et canne d'injection).
- Le remplissage du bac à javel.
- Le contrôle du système de télétransmission (automatisme, intrusion, etc.).
- Le contrôle de la turbidité eau brute et eau traitée et du résiduel de chlore.
- La vérification du bon fonctionnement des poires et de la sonde.
- La tenue à jour d'un cahier de visites sur lesquels seront notées les interventions effectuées à l'occasion de chaque passage du technicien du Prestataire.

Toute anomalie de fonctionnement ou toute insuffisance sera signalée par écrit à la Collectivité.

Au cas où des réparations autres que l'entretien courant, tel que le renouvellement partiel ou complet des équipements seraient nécessaires, le Prestataire en informera la Collectivité et fournira une estimation des dépenses à engager.

2.5 – Prise en charge des abonnements de télégestion

Le Prestataire prend en charge l'abonnement téléphonique pour la télésurveillance de la station de pompage de Montigny, de la reprise de Montfort et du réservoir de Villière.

Le Prestataire ne raccorde pas ces installations à son système de télésurveillance. Les appels seront dirigés directement vers la Collectivité et traités par elle.

2.6 – Visites techniques semestrielles du poste de relèvement de Villière

Le Prestataire réalise une visite semestrielle sur le poste de relèvement de Villière comprenant :

- Le contrôle de l'état des pompes.
- Le contrôle visuel de l'état des câbles électriques.
- La vérification des différents appareils équipant l'armoire de commande effectuée par un électricien habilité.
- Le contrôle des intensités et puissances des différents appareillages.
- Le remplacement éventuel des fusibles et des lampes témoins défectueux.
- Le contrôle du système de télétransmission (automatismes et alarmes).

2.7 – Remise d'un rapport annuel

Le Prestataire transmet à la Collectivité avant la fin du 1^{er} semestre de chaque année, un compte rendu de toutes ses interventions réalisées en application des dispositions des articles 2.1 à 2.6 de la présente convention. Le rapport pourra être utilisé par la Collectivité dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable présenté par le Maire.

3. REMUNERATION DU PRESTATAIRE

3.1 – Rémunération forfaitaire

En contrepartie des charges supportées par le Prestataire en application des dispositions des articles 2.1 à 2.7 de la présente convention, la Collectivité lui versera une rémunération semestrielle R dont la valeur de base hors taxes et redevances au 1^{er} juin 2016 est fixée à :

TOTAL R = 1 453,00 € HT/semestre

3.2 – Rémunération complémentaire

Les interventions réalisées sur ordre de la Collectivité sont commandées au Prestataire et rémunérées en application des prix suivants (valeur de base au 1^{er} juin 2016) :

- Prix horaire d'un agent d'exploitation 49,86 € HT/h
- Prix horaire d'un technicien 63,00 € HT/h
- Toute facturation donnera lieu à une perception d'un minimum forfaitaire d'une demi-journée d'intervention
- Majoration des produits ou fournitures 30 %
- Majoration du prix horaire pour toutes interventions :
 - Les samedis ou du lundi au vendredi de 6 à 8h ou de 16h30 à 22h 50 %
 - Du lundi au vendredi de nuit (22h à 6h), dimanches et jours fériés 100 %

4. FORMULE DE REVISION DES PRIX

Les prix définis à l'article 3 seront actualisés au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet de chaque année par l'application du coefficient multiplicatif suivant :

$$K = 0,80 \times \frac{ICHTE}{ICHTE_0} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_0}$$

La définition des paramètres entrant dans la composition de cette formule est la suivante :

ICHTE représente l'indice coût horaire, travail production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution (hors effet CICE).

FSD2 représente l'indice abrégé « Frais et Services divers 2 »

Les valeurs 0 des indices sont celles connues au 1^{er} juin 2016.

Dans le cas où l'un des paramètres entrant dans la composition de la formule viendrait à ne plus être publié, la Collectivité et le Prestataire auraient à se mettre d'accord, par un simple échange de lettres, sur son remplacement par un autre paramètre représentant sensiblement le même élément du prix de revient.

5. MODALITES DE FACTURATION

La Collectivité se libérera des sommes dues dans un délai de quarante cinq (45) jours après présentation de la facture semestrielle, par virement au nom de VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX Crédit Agricole n°00219435534 ou par tout autre moyen à sa convenance.

A défaut de règlement dans ce délai, les sommes dues par la Collectivité porteront intérêt au taux légal en vigueur majoré de dix points.

6. RESPONSABILITES DU PRESTATAIRE

S'agissant d'une convention de prestations, n'emportant pas transfert de la garde des installations au sens de l'article 1384 du Code Civil, il est expressément admis que la responsabilité du Prestataire ne pourra en aucun cas être recherchée sur ce fondement.

La responsabilité civile du Prestataire ne saurait être recherchée que si l'incident se trouvant à l'origine d'un éventuel sinistre est effectivement imputable à une faute caractérisée du Prestataire ou à un manquement aux engagements prévus par la présente convention.

Sont considérés comme ayant le caractère de force majeure au sens de l'article 1148 du Code Civil, tous événements ou toutes circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté des Parties empêchant l'exécution de la convention dans les conditions normales et attendues. De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des tribunaux français.

Le cas de force majeure suspend les obligations nées de la convention pendant toute la durée de son existence. Toutefois, si le cas de force majeure avait une durée d'existence supérieure à 30 jours, il ouvrirait droit à la résiliation de la convention par l'une ou l'autre partie.

L'application des dispositions de la présente convention ne pourra avoir pour effet de rendre le Prestataire responsable des conséquences résultant d'avaries ou de détériorations des installations précitées, même si ces dernières découlent d'un défaut d'entretien imputable au Client ou si ces incidents font suite à l'intervention d'un tiers.

7. DUREE ET DATE D'EFFET

La convention est conclue pour une durée de 4 ans, à compter du 1^{er} juillet 2016.

Elle se renouvellera par tacite reconduction pour la même période dans la limite d'une reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois au moins avant la fin de la période en cours.

8. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention, le Prestataire fait élection de domicile à Beaune – 7 bis Rue du Faubourg Saint Jean.

9. CONTESTATIONS

Les contestations qui pourraient s'élever entre la Collectivité et le Prestataire en ce qui concerne l'exécution ou l'interprétation des clauses de la présente convention, seront jugées par le Tribunal Administratif compétent.

Fait à Montigny-Montfort, le 5/7/2016

Pour la Collectivité,

Le Maire,

Claude JACQUES



Fait à Beaune, le 22 juin 2016

Pour le Prestataire,

Le Directeur du Centre Bourgogne
Champagne Ardenne,

Christian LEFAIX



